

Sous la direction de  
Marcel Jollivet

# *Vers un rural postindustriel*



Rural et environnement  
dans huit pays européens



Collection « Environnement »

L'Harmattan

Schmidt, Luísa, Mansinho, Inês  
(1997). "Portugal: Réinventer le  
Rural par L'environnement". In  
Marcel Jovillet (Eds.), Vers un  
Rural Postindustriel. Rural et  
Environnement dans Huit Pays  
Européens. Paris: L'Harmattan.  
pp.261-308.

**PORTUGAL**

**Réinventer le rural par l'environnement**

**Maria Inês MANSINHO  
Luísa SCHMIDT**

Le Portugal, l'un des pays les plus anciens d'Europe, est longtemps resté un pays essentiellement rural, tant dans ses structures économiques que dans les représentations sociales et les idéologies qui y dominent. Ses origines rurales remontent à l'occupation romaine où se cristallisent les toutes premières oppositions villes/campagnes ; cette composante rurale traverse les invasions barbares et l'occupation arabe et dure jusqu'à la consolidation de son indépendance au sein d'une monarchie agraire où l'agriculture était la base de l'organisation socio-économique du pays.

Au cours des siècles, des structures agraires très contrastées se mettent en place, s'inscrivant dans le cadre géographique diversifié du pays. Tandis que les petites exploitations (voire des *minifundia*) dominent dans le nord/nord-ouest du pays, le sud est le domaine des grandes exploitations et des *latifundia* (voir carte 1 : dimension moyenne de l'exploitation agricole, 1990).

Le découpage de ce que l'on peut appeler le rural dans ce pays qui a connu une industrialisation faible et tardive par rapport à ses partenaires européens et où, globalement, l'agriculture reste très peu compétitive, exige que l'on étudie les évolutions récentes qui ont entraîné la modernisation des villes et des campagnes portugaises.

C'est dans cette évolution que le rural prend forme en tant que catégorie environnementale ; l'idée de nature n'a pas joué un rôle central dans ses origines. Le retour à la nature et le souci de préserver celle-ci s'inscrivent dans les transformations socio-économiques et politiques suscitées par la consolidation de la jeune démocratie portugaise et par les faits, plus récents, liés à la construction de la C.E..

Carte 1



*Dimension moyenne de l'exploitation agricole (par commune)*

Source : J.C. Rolo, "Imagens de meio século de agricultura portuguesa" in *O Voo do Arado*, MNE, 1996.

Après avoir rappelé l'évolution socio-économique portugaise, en ne perdant pas de vue qu'il s'agit d'y situer les sociétés rurales, on traitera des problèmes environnementaux touchant le rural. Dans un troisième temps, on fera le point sur les sciences sociales qui ont pris en charge l'environnement en tant qu'objet et problématique. Enfin, en guise de conclusion, nous verrons comment un nouveau concept du rural - articulé avec celui d'environnement - s'impose, dans lequel l'espace, l'agriculture et la ruralité suivent désormais des parcours séparés.

## La construction du Rural

### *Des siècles d'histoire agraire*

A ses origines, au 12<sup>ème</sup> siècle, le Portugal était une monarchie agraire à l'intérieur d'un territoire qui avait subi l'influence de civilisations dans lesquelles l'agriculture était déjà un art assez évolué. En particulier, la domination des Romains (principaux artisans du modelage de l'espace) et l'occupation arabe, ont développé pendant des siècles les techniques agricoles et introduit de nouvelles cultures. Ces influences, les opérations de la "reconquête" chrétienne du territoire et les actions des premiers gouvernements du Royaume, ont mis en place des structures agraires qui sont demeurées pratiquement immuables jusqu'à nos jours. Peuple aussi de navigateurs et de commerçants, qui s'est affirmé au 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> siècles dans l'énorme entreprise des "Découvertes", les Portugais n'ont pas su profiter de la modernisation agricole qui démarrait alors en Europe ; de sorte qu'après des siècles de stabilité, la structure agraire portugaise s'est fixée dans le cadre dans laquelle elle se trouvait confinée dans les temps qui précédaient les grandes navigations (Caldas, 1991). Il est vrai toutefois que l'introduction de plantes révolutionnaires venant des terres lointaines, comme le maïs, a bouleversé, surtout dans les régions du nord littoral, non seulement l'agriculture, mais toute la vie économique et sociale des campagnes (Araújo, 1979 ; Ribeiro, 1986).

Cependant, cela n'a fait que renforcer les différences entre les systèmes de production et les structures de la propriété qui prévalaient d'une part, dans le nord/nord-ouest, avec les toutes petites exploitations agricoles - où domine le maïs - et d'autre part, dans le sud, avec les grands domaines céréaliers. *Minifundia* dans le nord et *latifundia* dans le sud sont les pôles extrêmes entre lesquels la production agricole portugaise balance.

La faible participation du pays à la première révolution industrielle et la persistance d'une économie soutenue par les flux oscillants provenant des territoires de son empire, n'ont pas conduit l'agriculture du Portugal à adopter le style mercantile, en vigueur à cette époque en Europe (Caldas, 1978). Tous les efforts de modernisation de l'agriculture faits ultérieurement, ont été des efforts vains, et même les réformes libérales du 19<sup>ème</sup> siècle et l'essor d'une tradition agronomique moderne (Radich, 1996) n'ont pas pu changer le poids de structures agraires contraignantes, qu'il s'agisse d'un morcellement excessif du foncier ou de la mauvaise gestion des grands domaines. Plusieurs auteurs (Moreira, 1991) parlent, à propos de ce contraste, de "dualisme structurel", à l'instar de Mottura et Pugliesi traitant de l'Italie. En effet, dans le nord du pays se maintenait, dans le cadre de petites exploitations familiales, une très forte présence des systèmes d'agriculture de subsistance tandis que dans le sud, l'économie de marché dominait dans de grandes exploitations patronales. Ce dualisme a persisté tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, aggravant les déséquilibres inter-sectoriaux et régionaux et reléguant l'agriculture à une place très marginale dans l'ensemble des activités économiques du pays. Néanmoins, l'agriculture est restée longtemps dominante en termes de population active et d'occupation de l'espace, en maintenant un dialogue permanent mais difficile avec le modèle de croissance industriel et urbain mis en place surtout dès la fin des années 50.

Sedas Nunes, qui a bien caractérisé cette situation en décrivant la société portugaise comme une "société dualiste en évolution" (S. Nunes, 1969), signale que ce dualisme propre à l'agriculture, s'accompagne d'un autre, d'une plus grande

ampleur encore, qui se marque par la coexistence, au sein de la société portugaise, de secteurs très modernes et de larges pans de la société qui demeurent très traditionnels. En effet, les disparités économiques très marquées entre les régions induisaient aussi un très grand écart au niveau des conditions sociales et de bien-être des populations. "Autour de quelques zones restreintes, écrit-il, socialement privilégiées, dans lesquelles quelques éléments utilitaires de la civilisation moderne sont déjà suffisamment diffusés, persiste un espace social beaucoup plus large qui est soumis à des conditions de vie caractéristiques des civilisations traditionnelles". L'opposition se situe entre, d'une part, le littoral et les villes et, d'autre part, les régions rurales de l'intérieur. Aux oppositions nord/sud, petite/grande agriculture, s'en ajoute donc une autre dans laquelle le rural, clairement associé à l'agriculture, fait figure de secteur de la société marqué par le sous-développement par rapport au secteur urbain, industriel et tertiaire.

Ce rural a d'autres caractéristiques aussi marquantes qui lui viennent de l'histoire politique et économique portugaise dans les années récentes. Pour comprendre comment il va se trouver concerné par les questions environnementales, et pourquoi cela se fait plus tard que dans d'autres pays européens, il faut avoir une vision d'ensemble du cadre politique et économique portugais, en particulier en ce qui concerne l'évolution de l'agriculture, le retard industriel, l'émigration et le récent mouvement d'urbanisation. Ceci suppose de revenir sur le régime autoritaire de Salazar/Caetano et sur la période - toute récente - de transition vers la démocratie et de sa consolidation.

#### *De 1926 à nos jours*

Pour situer ces questions à un niveau purement politique, on peut dire que le régime autoritaire portugais (1926-1974), géré par Salazar jusqu'en 1968 et après par Caetano, a été défini comme un régime très particulier : un fascisme sans mouvement fasciste (Lucena, 1976), très différent des autres régimes autoritaires contemporains en Europe. Ce régime, bâti comme un corporatisme d'État, à tendance associative, n'a jamais renoncé



aux principes d'autorité, de nationalisme et de collaboration organique des classes. S'il est vrai qu'il a suivi son cours autoritaire jusque dans les années 60, sans sursauts particuliers, avec un contrôle très marqué des initiatives sociales, une discipline de la concurrence, associée à un encadrement dans un cadre, somme toute, très protectionniste, de l'activité industrielle, il n'en est pas moins vrai aussi qu'il a beaucoup changé.

Le pays, qui se voulait "essentiellement agricole" selon les mots de Salazar, "avec des pigeonniers dans les vignobles et de petites chapelles dans les collines" n'a pas pu continuer à vivre replié sur lui-même. Dans les années 60, la guerre coloniale, l'ouverture à l'Europe et l'accélération du rythme industriel et urbain ont rompu son équilibre auto-centré. Le Salazarisme "avait subi des métamorphoses bien avant la mort de Salazar. A sa façon, (...) il adaptait sa structure et renouvelait sa doctrine. (...) Une jeune technocratie d'industriels et de banquiers surpassait déjà les seigneurs de la terre" (Lucena, 1976-1978). Avec Caetano, ce mouvement, tourné vers l'industrialisation, s'accélère, mais la libéralisation, si longtemps attendue, n'a pas été menée bien loin, car le régime a vu sa fin survenir sans que les réformes annoncées aient été mises en oeuvre. Emporté en 1974 par un coup d'Etat militaire, en grande partie suscité par l'urgence des solutions à apporter aux conflits dans les colonies en guerre, le Salazarisme a néanmoins persisté à plusieurs niveaux - organisationnels et idéologiques - dans les temps postrévolutionnaires.

En effet si "la révolution de 1974 et les 20 ans qui ont suivi, ont apporté plusieurs réalités nouvelles en rupture avec les temps antérieurs (la fin de l'empire colonial, la démocratisation) dans d'autres domaines, on a assisté (...) à un approfondissement ou à un élargissement de ce qui était déjà en train de se manifester" (Barreto, 1996). De ce fait, les racines de l'ouverture à l'Europe, de la consolidation d'une période démographique moderne, de l'exode agricole et rural et des transformations des activités productives, se trouvent dans des temps bien antérieurs à 1974, en particulier dans les années 1960.

Suivre dans le temps les aspects les plus marquants de l'évolution économique et sociale du Portugal dans les dernières

décennies nous aidera à délimiter les contours actuels de la société rurale portugaise.

L'industrialisation, comme nous l'avons dit auparavant, a été tardive au Portugal. A l'exception d'un certain nombre d'industries nées au début du siècle (liège, conserves, transformation de matières premières de provenance coloniale), l'industrialisation n'a vraiment démarré qu'après la deuxième guerre mondiale, mais d'une façon encore très contrôlée, tout en transformant lentement un tissu industriel caractéristique des années 80. L'industrialisation d'après-guerre n'a pas pour autant vaincu les stigmates corporatistes de l'encadrement industriel.

La législation sur l'encadrement industriel, promulguée en 1931, a été conçue comme un système transitoire, considéré nécessaire conjoncturellement, en raison de la crise économique mondiale ; cependant il s'est très vite révélé un cadre permanent dans lequel toute installation ou élargissement industriel, ainsi que la réouverture d'usines fermées depuis plus de deux ans, ou leur transfert à des étrangers, dépendaient de l'autorité discrétionnaire du gouvernement. L'encadrement industriel est à son apogée dans les années 60 : pratiquement toutes les industries de transformation, les industries agro-alimentaires et même les manufactures artisanales, y sont soumises. La justification de sa persistance, que le gouvernement n'a jamais rendue explicite, était bien dans la limitation de la concurrence et la protection des groupes industriels installés.

L'ouverture à l'Europe, avec l'adhésion à l'EFTA, en 1959, mettait les industries portugaises en concurrence avec des industries étrangères, et si cela annonçait déjà l'expectative d'une libéralisation, il n'en a pas été ainsi immédiatement. L'encadrement industriel s'est même renforcé en 1965 avec l'institution de ce que l'on a appelé l'encadrement national, visant un certain nombre de très grosses industries. Il a fallu attendre 1970 pour qu'un pas significatif dans la libéralisation (qui a déjà atteint un certain nombre d'activités industrielles) se concrétise, et l'année 1974, après la révolution, pour que la libéralisation totale s'affirme ; mais, là encore, avec certaines restrictions d'ordre technique ou financier (S. Lopes, 1996).

C'est, nous l'avons dit, dans l'ouverture vers l'extérieur (EFTA) que la plupart des auteurs situent le "take off" industriel (Martins et al., 1986). Des industries lourdes (sidérurgie, engrais, ciment, construction navale, ainsi que plusieurs industries de transformation, et celles de la filière forestière) se sont alors installées, accélérant l'exode agricole et rural vers les villes (spécialement vers la région métropolitaine de Lisbonne) tandis que s'intensifiait le flux de l'émigration vers l'Europe. En fait, de 1960 à 1970, environ 1,4 millions de Portugais ont émigré. Ces mouvements migratoires ont eu une influence décisive sur la transformation démographique portugaise tout au long de ces dernières décennies. De 1960 à 1990, durant ce que l'on a appelé (Ferrão, 1996) la dernière période de la phase démographique "moderne" - plus tardive, mais semblable à celle qui a été enregistrée en Europe dans d'autres pays industrialisés - on a assisté à la désagrégation des ruralités, en faveur du développement urbain et suburbain.

Cette désagrégation, d'après Ferrão, a deux dimensions autonomes d'une extrême importance :

1) l'activité agricole perd son poids dans le monde rural, elle peut même cesser d'être la principale occupation du temps, de l'emploi et la principale source de revenus ;

2) la culture rurale est transportée vers les villes par la première génération de migrants ; on assiste en somme à une sorte de transposition de "la ruralité des campagnes en ruralité des villes" (ce qui va peut-être se perdre progressivement avec la deuxième génération). Ceci constitue un changement important pour le rural portugais : d'une certaine façon, le suburbain le supplante.

De plus, dans la deuxième partie des années 70, le Portugal a dû intégrer un million de personnes environ, dont très probablement la moitié s'est fixée dans la région métropolitaine de Lisbonne, tout en générant des phénomènes de croissance urbaine peu contrôlés. Il est vrai que le Portugal conserve l'un des taux d'urbanisation les plus bas d'Europe, mais c'est aussi le pays où, actuellement, ce taux s'accroît le plus rapidement.

Nous verrons un peu plus loin que cette réarticulation du rural et de l'urbain peut aussi être interprétée comme un facteur

de revitalisation du monde rural, exactement comme l'émigration vers l'Europe dans les années 60 : celle-ci a, certes, contribué à la désertification des campagnes, mais a été en même temps un des éléments de sa revitalisation par le biais de l'argent de l'émigration et des projets de retour d'une grande partie des émigrants.

Quel a été le rôle de l'agriculture dans ce contexte ? On peut le résumer très rapidement en disant qu'elle a été subordonnée au modèle de croissance industrielle adopté (Pinto et al., 1986). Juste après la deuxième guerre mondiale, le pays était encore essentiellement agricole avec un rapport PAB/PIB > 30% et une population active agricole d'environ 50%. La politique de développement industriel se basait alors sur le maintien des prix agricoles à un niveau très bas comme moyen de contenir les salaires industriels.

A partir du milieu des années 60, jusqu'en 1974, l'agriculture rompt avec le modèle de croissance établi. Ce modèle de croissance n'a pas pu éviter la dérive inflationniste. Même si c'est plus tardivement que les autres pays industrialisés, le Portugal découvre l'inflation, car il n'était plus possible d'éviter le déséquilibre de la balance commerciale. L'agriculture, en raison de sa situation dominée, n'a pas pu répondre aux pressions d'une demande alimentaire accrue, ce qui a été à l'origine du déséquilibre des échanges avec l'extérieur. Une production végétale en stagnation et un "sous-secteur" animal très dépendant au niveau des consommations intermédiaires et de l'importation, ont provoqué la rupture.

Les mesures publiques prises pour remédier à cette situation, en particulier le système de crédit agricole subventionné, n'ont eu qu'un effet (Mansinho 1990) et la crise n'a fait que s'aggraver. Les mesures radicales prises pendant la période révolutionnaire n'ont rien arrangé. En fait, après 1974, le secteur agricole et ses déséquilibres ont même été considérés comme un frein au développement industriel lui-même. C'est aussi après 1974, comme conséquence d'un processus d'agitation révolutionnaire, et dans le cadre de gouvernements provisoires dont les mesures économiques ont été assez radicales (comme celles de la nationalisation des banques, des assurances, des industries

lourdes, etc.), que s'est développé un processus de Réforme Agraire, qui a gagné le sud *latifundiaire* et capitaliste mais qui n'a presque pas touché les régions du nord et de l'intérieur. La Réforme Agraire a subi plusieurs courants contradictoires et n'a pas changé effectivement et de façon positive les systèmes de production agricole en place. Ayant concerné 1 130 000 ha (sous le contrôle des Unités Collectives de Production), elle ne porte plus que sur 50 000 ha en 1990 : c'est dire qu'elle a perdu l'importance économique et sociale qu'elle aurait pu avoir.

Avec l'intégration du Portugal dans la C.E., annonçant déjà de profondes transformations du marché (1986), une adaptation progressive a été négociée et programmée. Elle comportait deux étapes de transition. Cependant, en 1993, l'Acte Unique Européen a accéléré les choses dans bien des secteurs avec des conséquences parfois fort désastreuses. Prise dans les mouvements contradictoires que la PAC a elle-même subis, l'agriculture portugaise, relativement livrée à elle-même, a tenté de se mobiliser et de se moderniser. Mais les résultats ne furent pas à la hauteur des attentes.

Dans un deuxième temps, les mesures visant à limiter la production agricole, inscrites dans la réforme de la PAC (la mise en jachère, le reboisement des terres agricoles, etc.) ont presque aussitôt forcé les agriculteurs à regarder dans une direction autre - et toute différente -. Si une partie des exploitations agricoles portugaises, y compris une tranche modernisée des exploitations familiales, a réussi à préserver une position gagnante, l'agriculture, dans son ensemble, a perdu de son poids par rapport à la forêt, au tourisme, à la protection des paysages et au soutien des activités traditionnelles, dans le cadre de régions rurales cependant fort diversifiées.

Ce contexte historique rappelé, on peut maintenant revenir sur les sociétés rurales portugaises et essayer de les caractériser en tenant compte du fait qu'elles ne sont plus ni aussi nettement tranchées dans l'espace, ni aussi univoquement liées aux activités agricoles qui leur donnaient autrefois un sens.

### *Les contours des sociétés rurales portugaises*

Selon un critère exclusivement démographique, et si l'on considère comme rurale toute la population résidente isolée ou habitant des agglomérations de moins de 2000 habitants, le Portugal rural risque de nous surprendre. Plus de 50% de la population portugaise totale y est comprise, et dans certains des 18 départements du Portugal continental, ce pourcentage atteint environ 75%. Cette ruralité est, en tout état de cause, de moins en moins agricole.

En fait, le rapport population active agricole/population active totale a beaucoup diminué dans le dernier demi-siècle : se situant à 50% environ en 1950, il est passé à 36% en 1970, et 28% au début des années 1980 ; il n'était plus que de 17% en 1991 (Lima, 1995). Les dernières estimations fixent ce rapport à 10% (voir Graphique 1 : Population active agricole dans la population active totale).

Cette diminution du nombre de personnes engagées dans l'agriculture accompagne une diminution aussi grande de la place du "produit" agricole dans l'économie (le rapport PAB/PIB est passé de 31,1% en 1953 à 11,4% en 1973, n'ayant cessé de diminuer après). Les taux très bas de croissance annuelle du PAB et l'évolution de sa structure interne nous donnent aussi des indications sur le manque d'efficacité de l'agriculture portugaise. Le Graphique 2 (VAB des secteurs agricole, forestier et agro-industriel dans le PIB) nous donne une idée de ce recul de l'agriculture. Le rural et l'agricole se sont, en conséquence, progressivement disjoints.

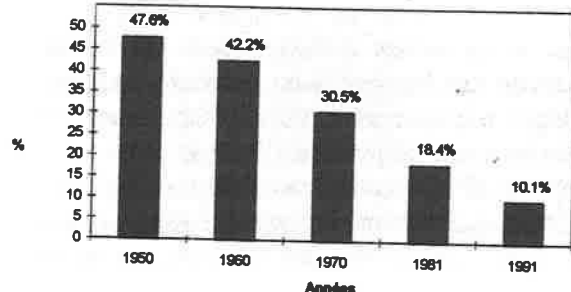
Pour mieux comprendre la place de ce large espace considéré comme rural dans les structures productives du pays et la façon dont il s'intègre dans les rapports intersectoriaux du marché du travail, il faut nuancer cette apparente homogénéité du rural. Encore faut-il revenir à l'agriculture !

La plupart des exploitations agricoles portugaises<sup>1</sup> (96%) sont des exploitations familiales ; elles occupent 58% de la

1 - Selon les données du dernier recensement agricole (1986), cité par Baptista, 1995.

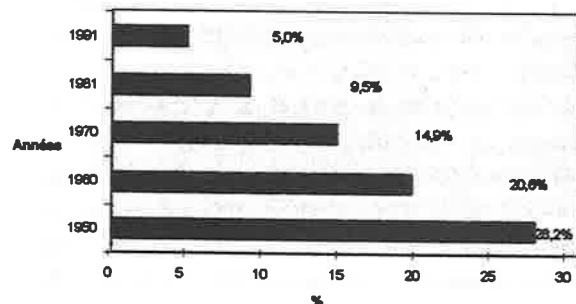


Graphique n° 1 - Population active agricole dans la population active totale



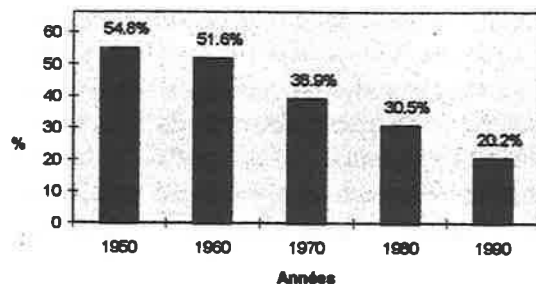
Source: J. C. Rolo, "Imagens de meio século de agricultura portuguesa" in *O Voo do Arado*, MNE, 1996.

Graphique n° 2 - VAB des secteurs agricole, forestier et agro-industriel dans le PIB



Source: J. C. Rolo, "Imagens de meio século de agricultura portuguesa" in *O Voo do Arado*, MNE, 1996.

Graphique n° 3 - Population associée à des exploitations agricoles (Portugal, continent)



Source: J. C. Rolo, "Imagens de meio século de agricultura portuguesa" in *O Voo do Arado*, MNE, 1996.

surface agricole. Les exploitations patronales avec salariés représentent seulement 4% du nombre d'exploitations, mais 36% de la surface cultivée. Dans ce cadre, il est à noter que plus de 60% des familles vivant dans des exploitations agricoles, dépendent majoritairement de revenus non-agricoles : argent de l'émigration, de la sécurité sociale, rentes, intérêts et surtout des salaires obtenus par certains membres de la famille dans les secteurs secondaire et tertiaire (Baptista, 1993). Le Graphique 3 (Population associée à des exploitations agricoles), surtout si on le compare avec le Graphique 1, nous donne une idée de l'importance de cette ruralité non "active" dans l'agriculture, mais cependant très proche des exploitations agricoles.

Pour y voir clair, il faut tenir compte de la diversité inter-régionale. Nous en avons déjà parlé : c'est dans les régions nord-littorales que l'on a vu s'accroître la densité démographique (la population résidente a augmenté d'un tiers depuis 1950), avec une population agricole que l'on peut considérer comme à peu près stable. Des stratégies de pluri-activité et de pluri-emplois y sont présentes.

Par contre, dans les régions du nord intérieur et de l'Alentejo, on observe une très nette chute de la population agricole (qui a perdu plus de 72% de ses bras entre 1951 et 1991) et où il ne s'est pas développé de liens entre l'agriculture et les autres secteurs productifs. Cette érosion de la population est directement liée à la réduction de la population agricole de ces zones ; en conséquence, elles ont une densité démographique beaucoup plus basse que la moyenne nationale.

La question de l'espace se pose donc différemment dans le temps. A la fin de la deuxième guerre mondiale, le thème des terres incultes à mettre en valeur n'est plus de saison : l'occupation agricole et forestière du territoire est à peu près à son maximum. Dans les années 60, la seconde vague de colonisation interne - qui a été aussi un effort inutile - n'a donné lieu qu'au renforcement des systèmes de crédit subventionné visant à favoriser l'équipement des exploitations pour compenser le manque de main d'œuvre. Aujourd'hui, les flux migratoires internes et l'émigration ont libéré de la terre au point qu'elle est en excédent.

L'espace est devenu un élément autonome par rapport à la société rurale, mais il est devenu le cadre dans lequel les questions environnementales sont apparues : soit en raison de son utilisation excessive, agricole ou autre, soit, au contraire, suite à l'abandon et à la désertification des régions en déprise.

Le "monde rural" n'est donc pas homogène au Portugal. Lieu de stratégies de pluri-activité, d'emplois multiples, d'émigration, de faible développement industriel et de tertiarisation croissante, il prend des contours régionaux différenciés, tout en posant des problèmes environnementaux diversifiés.

### *Symboliques rurales*

Au plan idéologique et symbolique, le rural a été d'abord lié - si l'on veut se référer à une évolution historiquement datée - à l'agriculture. L'agriculture, livrée aux aléas climatiques et soumise progressivement aux modèles de croissance industrielle, était "l'art de s'appauvrir gaiement", ce qui se traduisait, entre autres, par les désavantages relatifs attachés aux régions rurales et, par conséquent, subis par leurs populations. Oubliées de la civilisation, certaines de ces populations vivaient dans l'autarcie, éloignées des marchés, du progrès, de la culture, dans un manque accentué de ressources matérielles et de bien-être. Le rural était, nous l'avons déjà dit, synonyme de sous-développement et de retard.

Parallèlement, une vision positive de ce "sous-développement", mettant en avant la vie en plein-air, le culte de la famille traditionnelle, la permanence de valeurs morales transmises de génération en génération qui lui sont associés, donnait au rural valeur d'harmonie, de vie naturelle, de bonne santé, de qualité morale. Cette dernière conception du rural, si chère au corporatisme, était une image de marque de la conception idéologique et politique du régime. Elle peut être illustrée, entre autres, par le concours "Le village le plus portugais du Portugal", lancé avec une grande diffusion publique en 1938 (Brito, 1982). L'idéologie dominante nourrissait un folklorisme ruraliste qui n'a pas cessé d'être idéologiquement

exploité. Salazar, trente ans plus tard, dans ses leçons d'Economie, critiquait encore âprement la civilisation des villes, en lui opposant la ruralité : "Pourquoi les villes séduisent-elles les paysans ?", demandait-il "C'est le vertige des villes, l'espérance du plaisir et du luxe, les théâtres, les cafés pleins de lumière, les salaires plus hauts, les emplois faciles, le repos hebdomadaire...".

La ville tentatrice s'opposait donc au village sain et pacifique, malgré sa monotonie : "La vie urbaine, l'industrie dominante - écrivait encore Salazar - rend le peuple désorganisé, l'entraîne dans une masse turbulente, envieuse, démoralisée et prête à la révolte" ; et il conclut : "l'urbanisme est bien l'un des maux les plus grands de notre temps" (F. Amaral, 1995).

Une troisième vision du rural coïncide avec le discours industrialiste de modernisation agricole concernant, non seulement les changements techniques dans les pratiques agricoles, mais aussi l'ensemble de la filière agro-alimentaire et l'utilisation accrue de facteurs de production de provenance industrielle. Il s'agit alors de parité des revenus, de rationalisation des procédures de gestion, de défense des exploitations familiales viables. Datée historiquement, et associée à la dernière période du corporatisme, elle n'a été réactivée que plus tard, à travers les mesures productivistes de la PAC, juste après 1986.

La réaction au modèle véhiculé par le régime autoritaire a pourtant eu des conséquences dans les temps post-révolutionnaires (après 1974) ; une sorte d'absence de modèle s'est installée : le rural ayant perdu sa force symbolique, tout en cédant la place - malgré les conquêtes démocratiques des travailleurs salariés dans l'agriculture et des petits agriculteurs - à une idéologie valorisant surtout la vie industrielle et urbaine. L'industrialisation et l'urbanisation ont été, alors, dominantes dans le développement économique portugais.

On peut même leur associer une quatrième conception du rural : inscrite dans les populations urbaines et suburbaines (surtout dans la première génération de migrants), elle résulte, comme on l'a déjà vu, de la transposition en ville d'une mémoire collective liée aux habitudes, aux valeurs et aux rites paysans,

ainsi que du développement d'une pluriactivité associant un travail à temps partiel dans les exploitations agricoles à un travail en usine ou dans les services. Le retour quotidien, ou périodique, à l'occasion des fêtes ou des vacances, au village, ou dans l'exploitation agricole, alimente cette mémoire, tout en la transformant graduellement. Une grande partie de la population adulte portugaise garde dans sa mémoire et dans sa mentalité "des liens vivants à caractère rural, des goûts, des habitudes et une certaine vision des problèmes" (Cordovil, 96). On pourrait dire que, sans avoir encore atteint une dimension écologique, cette quatrième conception du rural cultive une idée de nature - de nature préservée - parfois bien différente de la réalité des campagnes.

Une dernière conception du rural émerge aujourd'hui dans le débat politique. Elle est liée à une prise de conscience progressive de l'importance du rural pour la qualité de l'environnement. Il est intéressant de remarquer un certain rapprochement entre cette représentation du rural et l'idéologie ruraliste qui a eu l'initiative de promouvoir, dans le passé, le concours "Le village le plus portugais du Portugal". En effet, dans le cadre d'un nouveau ruralisme animé d'une sensibilité écologique, le Plan de Développement Régional, présenté récemment à l'U.E., propose des mesures de soutien aux cinq villages portugais les plus traditionnels. Des prix sont attribués aux maisons restaurées dans le style traditionnel dans certaines zones protégées.

Le rural coïncide avec l'environnement par le biais des mesures mises en place sous l'impulsion de l'U.E. (mesures agro-environnementales, par exemple, et de valorisation des paysages et des sites). La crainte de la dégradation des ressources naturelles, héritage des générations à venir, fait prévaloir cette notion environnementale du rural que certains *mass media* s'efforcent de diffuser.

Pour terminer, on pourrait dire que le concept de rural est fort complexe et inclut simultanément toutes ces significations. Il en va de même avec la notion d'environnement qui mêle, dans une même approche, milieux physiques, activités économiques et vie sociale.

## L'Environnement rural

### *Le Rural en tant que catégorie "environnementale"*

En 1938, le Plan de Boisement National propose de créer trois Parcs Nationaux et plusieurs réserves intégrales dans les montagnes du nord. Le fait qu'aucun d'eux n'ait été concrétisé, en partie en raison de l'extrême division de la propriété et des formes d'occupation de l'espace : agriculture/élevage (Pinto, 96), est en soi significatif. Si on ne peut faire de cette date le commencement d'une "histoire des problèmes environnementaux au Portugal" -qui reste largement à faire- c'est un bon point de départ pour une chronologie. Déjà en 1937, un travail pionnier sur la "Protection de la Nature" (Flores, 1937) a été écrit par un forestier.

En fait, la prise en compte de la complexité et de l'intégration de différents facteurs au plan environnemental est due, en premier lieu, aux forestiers, qui détenaient dès le 19<sup>ème</sup> siècle une position charnière dans l'administration du territoire et la protection de la nature. En effet, l'un des thèmes classiques de la politique portugaise pendant le 19<sup>ème</sup> siècle et la première moitié du 20<sup>ème</sup>, a été celui des terres en friche et des forêts. Mais c'est dans les années 30-40 que les premières mesures - contestées - dans ce domaine, ont vu le jour, telles que le reboisement intensif des terrains communautaires, jusque là utilisés librement pour l'approvisionnement du bois et comme pâturage (Baptista, 1993). Cela a conduit à l'expulsion dramatique des populations rurales résidentes, et a été générateur de désertification (Estêvão, 83). Dans ce qui motivait ces mesures, d'ordre surtout économique mais aussi relatives à l'aménagement, figuraient néanmoins des soucis explicites de protection de la nature, comme la nécessité de fixer des dunes littorales, et la lutte contre l'érosion des sols (due aux pratiques des populations rurales). Les conséquences de ces dernières mesures ont été, au contraire, bien des fois désastreuses au niveau de l'équilibre des écosystèmes forestiers, en augmentant le risque d'incendies estivaux qu'elles entraînaient à moyen terme.

Du côté de la société civile, c'est en 1948 que le premier, et longtemps le seul, mouvement protectionniste a été créé : la Ligue pour la Protection de la Nature (LPN) qui, au demeurant, a eu comme premier président un forestier. Cette initiative est partie d'un groupe d'universitaires (biologistes, agronomes, forestiers) en réponse à l'appel du poète, Sebastião da Gama, "contre les abus qui étaient en train d'être commis" à cause de la production de charbon de bois à Serra da Arrabida (B. Neves, 1970).

La LPN se réclamait des mouvements conservationnistes internationaux, mais avec une perspective un peu différente. En effet, ces mouvements voulaient essentiellement s'opposer à la destruction du monde rural, tandis que la LPN, face à des sociétés rurales presque intactes, s'efforçait de protéger la nature tout court (et les activités agricoles elles-mêmes). Malgré son discours conservateur-conservationniste, la LPN a été considérée avec suspicion dans un pays où le fait de se constituer en association était politiquement réprimé. Sa tâche principale a donc été, pendant des décennies, presque strictement scientifique, consistant à procéder à l'inventaire des lieux et des espèces à protéger, et elle a adopté un "profil bas" dans ses interventions publiques et politiques.

C'est seulement en 1970, sous l'influence de l'Année Européenne de la Conservation de la Nature et en 1972, de l'année de la Conférence de Stockholm, que des mesures plus concrètes de législation sur des zones protégées - et conduisant à la création de la Commission Nationale de l'Environnement (CNA) - ont été prises. C'est aussi en 1971 que le premier et seul Parc National (le Parc de Peneda Gerês) a été créé, mais contre la volonté des populations résidentes et même des communes locales.

Cette opposition populaire, encore bien vivante, rééditait les luttes contre le reboisement des terres en friche ; elle contrecarrait la mise en place des futures zones protégées, créées après 1974. Même présentée sous un jour humaniste et placée sous le signe d'une intégration des activités humaines dans le paysage, la conservation de la nature était perçue comme contraire aux pratiques des populations ; au-delà des populations et des

administrations locales, c'est toute la "communauté nationale" qui s'avère manquer d'une sensibilité environnementale (Caldas, 1991).

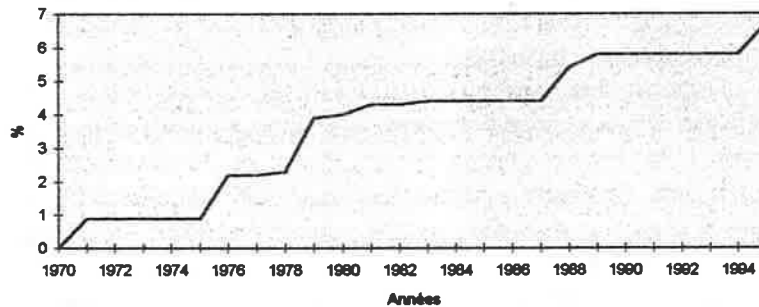
Après la Révolution d'avril 1974, la conservation de la nature a gagné un statut officiel. On peut distinguer trois phases principales dans ce parcours.

Dans une première phase, avec la présence d'un paysagiste (Ribeiro Telles) au gouvernement, une structure spécifique est créée : le Service National des Parcs et Réserves et du Patrimoine Paysager, indépendant des services forestiers et intégré dans une nouvelle structure gouvernementale spécifique pour l'environnement.

La Constitution de 1976 consacrait le droit fondamental à l'environnement et les premières initiatives législatives visant à réglementer les actions de l'homme sur le paysage, ont été prises. De 1976 à 1983, cinq parcs naturels, huit réserves et plusieurs sites classés ont été délimités, occupant 4% du territoire, principalement dans l'espace rural. Dans le Graphique 4 (Zones protégées au Portugal : pourcentage du territoire classé), des périodes de grand dynamisme dans l'installation de ces zones apparaissent.

L'instabilité politique et l'inconsistance de la problématique de conservation de la nature mise en pratique conduisaient à accélérer la délimitation des zones protégées et ce sur la base de critères fort empiriques et parfois peu fondés ; les études ont été faites, dans certains cas, *ex-post* et, encore aujourd'hui, presque les deux tiers des 22 zones classées n'ont pas de plan d'aménagement. L'histoire officielle de la conservation de la nature dans les 20 dernières années a été plus marquée "par des personnalités que par des politiques" (Fernandes, 1996).

Graphique 4



*Zones protégées au Portugal Continental  
(pourcentage du territoire classé)*

Source : J.R. Pinto : Informacas florestal, 12, 1996

En 1981-1982, c'est encore R. Telles qui, en tant que ministre, a instauré la Réserve Agricole Nationale (RAN) et la Réserve Ecologique Nationale (REN), dans le cadre desquelles les sols sont classés et leur utilisation réservée soit à l'activité agricole, soit à la conservation de la nature. De même, l'élaboration des plans d'aménagement régionaux et locaux (PROT et PDM) est devenue obligatoire. Cependant, la réglementation et la pratique n'ont pas respecté les règles inscrites dans la RAN et la REN et, de plus, celles-ci ont été changées, rendant possible par exemple l'implantation de terrains de golf et la poursuite du reboisement d'eucalyptus dans les sols à vocation agricole. Aussi, les plans d'aménagement n'ont pas été concrétisés jusqu'au début des années 1990.

Dans une deuxième phase, l'adhésion à l'Union Européenne, en 1986, conduit à renforcer la législation sur l'environnement et à intensifier les politiques dans ce domaine. La Loi-cadre sur l'Environnement a été approuvée (1987); l'activité des mouvements écologistes a été légalement encadrée et ils ont reçu des aides spécifiques. Parallèlement, deux associations

nationales (GEOTA et QUERCUS) ont été créées. La LPN a été renouvelée et réactivée. En 1987, on assiste, à deux reprises, à la première mobilisation conjointe des trois associations nationales : d'abord contre la menace récurrente de l'installation d'un dépôt de résidus nucléaires à Aldeadavilla (petit village espagnol à la frontière hispano-portugaise) et ensuite contre le reboisement en eucalyptus de vastes zones rurales.

Une troisième phase s'observe dans les années 1990. Au niveau institutionnel, le ministère de l'Environnement a été créé, gagnant des compétences dans la gestion du littoral et de la chasse en zones protégées. Des pressions extérieures, provenant soit de l'U.E., soit de la Conférence de Rio de 1992, ont renforcé la présence des questions environnementales dans le discours et dans l'action politique.

Un cas ponctuel, comme la récente mobilisation des associations écologistes contre les institutions communautaires à propos du projet de construction d'un nouveau pont sur le Tejo menaçant une zone de réserve naturelle, a conduit à la suspension temporaire du financement européen et a pris valeur d'exemple pour les décideurs politiques.

En tout état de cause, si la production législative sur la protection de l'environnement a été abondante, peu efficaces ont été ses effets. Il manque encore une loi-cadre sur l'aménagement du territoire établissant une stratégie globale pour le pays. Néanmoins, ainsi qu'il a été dit plus haut, dans les années 90, des plans d'aménagement de 320 communes (PDM) réglementant les usages de l'espace, ont été presque tous élaborés.

Traversant tout le pays, (voir Carte 2 : Réseau National des zones protégées), le réseau des zones protégées occupe aujourd'hui environ 6,5% du territoire et le réseau "Natura 2000", actuellement en voie de transposition, prétend classer 20% de l'espace national. L'opposition menée par quelques associations d'agriculteurs et de producteurs forestiers a cependant réduit, dans une première phase, à 13% la surface à classer.

La conservation de la nature dans l'espace rural n'est pas une démarche simple et ne se réalise pas sans une certaine opposition. En d'autres termes, on peut dire que



l'assujettissement du rural aux contraintes d'une politique environnementale n'est pas véritablement accepté par des populations dont les niveaux élémentaires de bien-être ne sont pas encore atteints.

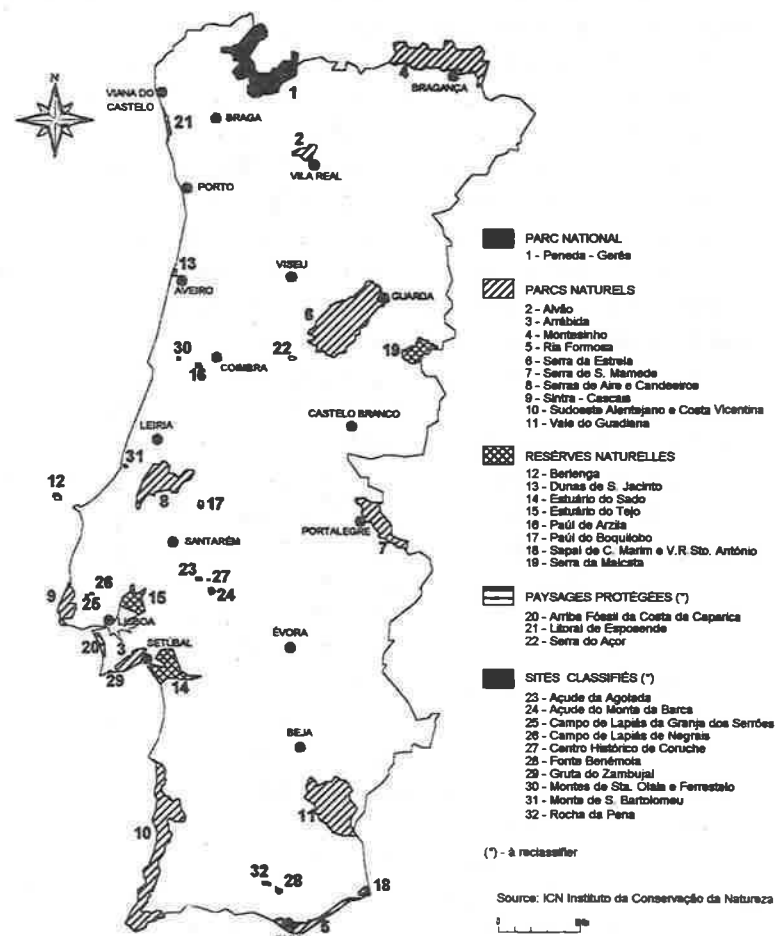
Entre-temps, inspiré par l'Europe, un nouveau discours officiel apparaît dans lequel la ruralité devient le support du tourisme. Ce discours met l'accent sur les "beautés naturelles" du pays, sur les produits traditionnels, sur l'artisanat, sur les races autochtones, sur les "Pousadas" (auberges) du Portugal et bien entendu, sur les mesures agri-environnementales.

Suite à une récente résolution du gouvernement, les investissements publics dans les zones protégées doivent être considérés comme prioritaires, de façon à "dédommager" les populations locales. Et voilà que l'Institut de Conservation de la Nature se considère lui-même comme une "institution de développement local" (Schmidt, 1996) ! L'objectif est de dépasser la contradiction entre discours naturaliste et discours productiviste. D'où le souci d'affirmer que les zones protégées ne sont pas des "réserves d'indiens" (Krauss, 1996), et que s'adonner à l'agriculture n'est pas nécessairement synonyme de retard économique et social pour les populations rurales.

### *Les problèmes environnementaux touchant le rural*

Le modèle de développement du pays à partir de 1926, tel que nous venons de le décrire, avec le maintien d'une industrialisation faible dans un cadre fortement rural, aurait pu induire, par son inertie - et de façon plutôt positive - la conservation du patrimoine naturel. Mais on ne saurait oublier les effets néfastes des campagnes visant au développement de la culture du blé dans les terrains marginaux (la Campagne du Blé, 1929) ; cette extension a contribué à la dégradation durable du sol et au développement de processus d'érosion dans de vastes régions. On ne saurait non plus oublier les reboisements en pins dans les années 1940-1950, puis en eucalyptus dans les années 1960-1970, responsables de la transformation des écosystèmes et du déséquilibre de l'économie villageoise dans plusieurs endroits.

Carte 2



Réseau National des zones protégées

N'oublions pas non plus les politiques hydrauliques et énergétiques menées dans les années 1930-1940, avec la construction de barrages, qui ont durement atteint l'équilibre des paysages et la vie des populations, ainsi que l'installation d'industries, qui a déclenché de hauts niveaux de pollution.

L'agriculture avait, elle aussi, subi des transformations techniques qui, bien que n'étant pas adoptées partout, ont néanmoins beaucoup changé la vie des agriculteurs et l'équilibre traditionnel des villages.

La mécanisation, l'utilisation accrue d'engrais chimiques et de pesticides, ainsi que des aliments concentrés dans l'alimentation du bétail, le développement des cultures industrielles (tomate, tabac, etc.), et des activités agricoles hors-sol (porcheries, poulaillers, etc.), complètent aujourd'hui le tableau d'une pollution qui ne cesse de s'aggraver dans les régions rurales (Manshino et Schmidt, 1996).

Cependant l'agriculture n'a jamais été objet d'une préoccupation environnementale du point de vue de l'opinion publique nationale. Tout le débat qui a été mené autour de l'agriculture a été dominé par les questions suscitées plus tard par la PAC, soit au niveau de la politique des prix, soit au niveau des politiques socio-structurelles.

Ce sont donc les problèmes liés à l'urbanisation et à l'aménagement chaotique du territoire, plus encore qu'à l'essor industriel, qui ont suscité le réveil d'une sensibilité environnementale dans le pays.

Au début des années 1970, quand sont apparues les premières mesures administratives de protection environnementale, les sociétés rurales portugaises étaient profondément affectées par un phénomène d'extrême importance : l'émigration vers l'Europe. Cette émigration coïncidait chronologiquement avec les blessures durables qu'avait laissée la mobilisation militaire vers les colonies (commencée en 1961) et avec l'orientation urbaine d'une grande partie des migrations internes qui se dirigeaient surtout vers le littoral et les grandes métropoles.

Les mesures agro-environnementales qui ont alors été prises se sont heurtées à des sociétés rurales soumises à des processus

de désagrégation ou de restructuration comparables à ceux rencontrés en Europe dans les périodes de forte industrialisation ou après les guerres.

Cette évolution tardive, qui a permis au Portugal d'être, encore dans les années 60, considéré comme un "musée rural vivant" de l'Europe, a mis le pays dans une situation particulière dans le contexte européen ; et ceci est décisif pour comprendre les dynamiques complexes des sociétés rurales portugaises, d'ailleurs bien différenciées malgré la petitesse territoriale du pays.

Les premières analyses sociologiques sur les stratégies de reproduction des émigrants (Trindade, 1972 ; Poinard, 1983 ; Prista, 1992) font apparaître l'importance de leurs liens à la terre qui se traduit par une forte probabilité de retour avec l'acquisition de terrains et la construction de maisons de vacances. Les traces de cette utilisation résidentielle des campagnes ont rapidement commencé à se remarquer dans le paysage, défigurant l'aspect bucolique des villages. Ceci s'observe dans de vastes zones du pays, auparavant images de désolation et d'abandon.

Dans le sud (l'Algarve), le tourisme de masse était déjà venu, dès les années 60, affecter un paysage littoral aux qualités exceptionnelles. Les critiques contre cette évolution n'apparaissent qu'à partir de la fin des années 80.

Ce débat a cependant des racines un peu plus anciennes : ce sont les polémiques autour des maisons des émigrants dans le tournant des années 60, seul signe que les sociétés rurales peuvent être encore le lieu de nouveaux épisodes de leurs processus de reproduction. Ce débat, en tout état de cause, a été restreint et d'ordre strictement esthétique et idéologique (Villanova et al, 1995).

La vigoureuse impulsion que les migrations internes ont donnée à la construction en zone suburbaine, principalement dans la banlieue de Lisbonne (dont le taux de croissance se situe entre 60 et 80%), a aussi été l'objet d'un débat. Deux conséquences de cette urbanisation rapide ont été soulignées :

1) la destruction des périphéries rurales utilisées par les populations urbaines pour leur temps de loisir ;

2) l'aggravation du risque d'inondations, illustrée par la tragédie des grandes inondations de 1968-69 qui, par la large répercussion médiatique qu'elle a eue, a été l'occasion de prendre conscience du caractère chaotique des constructions suburbaines. L'opposition politique au régime corporatiste s'est saisie de ces événements et ce fut la première fois que se noua une relation étroite entre mouvement social, critique des politiques de développement, et questions environnementales.

Paradoxalement la révolution de 1974 a interrompu partiellement la dynamique de ce processus, déplaçant l'essentiel des questions vers le domaine de la représentation politique et de la crise économique. Des problèmes plus pressants : ceux de la justice, de la liberté, de la décolonisation, ont prévalu, et même le bref processus de la Réforme Agraire en 75-76 et la longue contre-réforme qui a suivi, n'ont que très superficiellement abordé les préoccupations environnementales. Néanmoins, des études approfondies sur les régions de l'Alentejo *latifundiaire* et capitaliste ont été réalisées (A. Barros, 1979).

Une conception du développement qui plaçait le secteur primaire à la dernière place des secteurs économiques, prenait explicitement la "déruralisation" du pays comme un but à atteindre. C'était le revers du ruralisme politique de Salazar ; ce rejet du régime salazariste et de son idéologie a encore aujourd'hui des répercussions qui prennent la forme d'une certaine résistance aux mesures de conservation de la nature.

En tout cas ce n'est que dans le cadre de la démocratie politique que la mise en place d'une politique environnementale a été possible. Quelques alertes environnementales, comme le projet d'installation d'une unité d'énergie nucléaire à Ferrel et Milfontes en 1977, ont déclenché des mouvements sociaux qui ont gagné les populations rurales.

Après la révolution de 1974, les problèmes environnementaux, qui s'annonçaient déjà auparavant, se sont plutôt aggravés. Tout d'abord, parce que les structures de contrôle et de régulation sociale et politique ont été ébranlées ; ensuite, parce que l'indépendance des colonies, l'arrivée des *retornados* en provenance des territoires d'outre-mer, le retour des émigrés des pays d'Europe, ont engendré une véritable

expansion démographique ; et enfin, parce que la crise pétrolière internationale, la perte des colonies et l'insécurité politique, ont éloigné les questions de l'environnement des préoccupations dominantes.

Une sorte d'opposition à la réglementation s'est alors installée ; ceci s'est traduit par un développement anarchique de constructions et des activités du bâtiment (carrières de sable, manufactures de céramiques, etc.), par l'installation d'un nombre croissant de nouvelles industries polluantes sans aucune préoccupation environnementale, par la poursuite accrue des plantations et de l'exploitation forestière, massives et peu contrôlées (l'eucalyptus), par la multiplication désordonnée des dépôts de résidus toxiques et urbains dans le paysage et par la dilapidation du patrimoine cynégétique et naturel (libéralisation de la chasse à partir de 1974). Les conséquences principales de ces "dérégulations" ont été la dégradation progressive du paysage et la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Des voix provenant des anciens "conservationnistes" de la LPN se sont élevées contre ces atteintes à l'environnement, mais elles n'ont pas eu d'écho dans un pays rendu euphorique par la découverte de la société de consommation et des libertés individuelles que la démocratie apportait. Les premières réactions populaires se sont beaucoup concentrées autour des reboisements d'eucalyptus, mais sont restées des contestations isolées. La politique forestière, suscitée par l'importance accordée à la production de cellulose, a fait l'impasse sur les préoccupations environnementales et a donc accéléré la dégradation de l'environnement et la pollution dans les petites villes et villages pendant plus de 15 ans. Quand le problème a été posé, il ne l'a pas été sous son double aspect : celui d'un problème d'environnement d'une part et, d'autre part, celui du devenir des sociétés rurales.

L'intégration du Portugal dans l'U.E. (1986) a constitué une situation nouvelle pour la prise en compte des questions environnementales. L'U.E. a apporté une nouvelle exigence en matière de prise en considération de l'environnement en instituant des règles, parfois obligatoires, concernant le respect de celui-ci. Mais elle n'a pas pu effacer les dommages passés, ni modifier

d'une année sur l'autre les attitudes des acteurs sociaux en la matière. Par ailleurs, la modernisation induite par les fonds communautaires et les investissements publics ou privés qui ont pu être réalisés dans différents secteurs de l'économie (voies de communications, adduction d'eau, réseaux d'assainissement), ont aggravé les problèmes d'environnement. Aucune évaluation *ex ante* de leurs effets n'a été réalisée et aucune fiscalisation n'a été mise en place. Une évaluation faite en 1993 a montré que l'utilisation négligente des fonds communautaires a indirectement contribué à la pollution des ressources en eau et à la dégradation du paysage (Soromenho Marques, 1994).

Actuellement, c'est surtout autour des petites villes intermédiaires que le ton de la discussion a monté : à propos du choix des sites pour des dépôts de déchets urbains et industriels et pour l'installation des premières unités d'incinération de déchets urbains et toxiques industriels.

En ce qui concerne l'agriculture, l'utilisation irraisonnée de produits chimiques, autant par les petits agriculteurs mal informés que par les grandes exploitations agro-industrielles dépourvues de préoccupations environnementales, n'a entraîné une réaction que lorsque le réseau public de distribution d'eau a été affecté. Les mesures visant à corriger la situation continuent à manquer. La sécheresse, qui a atteint son sommet dans l'été 1994, et les études faites en réponse au Plan Hydrologique Espagnol ont obligé, néanmoins, à prendre conscience de la gravité de la pollution agrochimique et du fait que la consommation d'eau par l'agriculture devient excessive.

Jusqu'à maintenant, c'est à la pollution urbaine et industrielle - et à elle seule - qu'est imputée la responsabilité de la contamination de l'eau. Considérer l'agriculture comme source de pollution se heurte encore à une certaine résistance (Lima et Schmidt, 1996) ; une fois de plus le problème n'est pas posé en tant que problème environnemental en rapport avec la dynamique des sociétés rurales.

C'est en fait à travers trois questions récentes - qui donnent lieu à débat - que le rural est directement mis en rapport avec l'environnement : la loi sur la chasse, le statut public des eaux souterraines et le réseau Natura 2000. Ces questions ont

d'ailleurs relancé le débat sur la propriété foncière alors qu'on le pensait renvoyé au musée de l'histoire.

Ce n'est que très récemment (1994-1996), avec la réforme de la PAC, que le souci d'assurer la pérennité des sociétés rurales a pris sens et est devenu un objectif. Une étude sociologique récente sur les effets des premières mesures agro-environnementales au Portugal, montre que -alors que la politique de l'U.E. est avant tout de combattre les effets polluants de l'agriculture intensive et les excédents agricoles- le programme national portugais, quant à lui, vise surtout le "maintien des pratiques agricoles extensives traditionnelles" et la "conservation des ressources et du paysage rural", tout en dénommant l'intérieur du pays "zone d'intervention prioritaire", afin de freiner les situations de désertification (Patrício et Lima, 1996). A partir de 1996, seulement 8% des subventions prévues sont destinées à la réduction de la pollution agricole, tandis que 46% sont destinées au maintien des systèmes traditionnels. A ce propos, une enquête auprès des agriculteurs bénéficiant de ces mesures, permet de conclure qu'ils les considèrent comme des subventions à la production agricole et non pas comme un programme de protection de l'environnement ; le discours du ministère de l'Agriculture est tout aussi ambigu à ce sujet.

La grande diversité du pays rend difficile une présentation synthétique de la façon dont les problèmes environnementaux affectent le rural. Mais on peut quand même dire que :

- autour des surfaces utilisées en agriculture intensive, ces problèmes, bien que non encore assumés par les acteurs sociaux, se posent d'une façon très aiguë ;
- dans les zones forestières et de chasse, ils se posent plutôt en tant que problèmes d'aménagement, de maintien d'espèces en voie de disparition, et comme problème social concernant l'appropriation de la terre ;
- dans les espaces urbains à petite échelle et aux alentours des villes, ils sont centrés sur l'industrialisation diffuse, une urbanisation désordonnée et la défiguration du paysage.

## Les études sur le rural au Portugal

Les recherches sur la dynamique des rapports entre milieux biophysiques et sociétés humaines appliquées au rural, proviennent d'orientations disciplinaires très diversifiées. Avant de les évoquer brièvement, tout en les situant dans le contexte historique des dernières décennies, il faut souligner que le concept d'environnement, surtout dans les sciences sociales, a aussi historiquement changé.

Nous voulons parler du passage d'une orientation de recherche qui partait de la notion de ressources naturelles comme facteur explicatif de certains aspects des sociétés humaines, à l'idée que ces sociétés, à leur tour, influencent aussi ces ressources, leur disponibilité, leur capacité de renouvellement, leur permanence.

Aujourd'hui en sciences sociales, presque toutes les disciplines se sont ouvertes à cette dimension de la dynamique environnementale et l'ont inscrite sinon dans leur démarche, du moins dans leurs préoccupations scientifiques ; l'environnement a cessé d'être vu seulement comme une "contrainte" pour les sociétés humaines et a acquis le statut de fondement même de leur devenir et de leur avenir.

Il serait trop ambitieux de présenter les changements épistémologiques et méthodologiques qui sont en cours actuellement au sein des différentes sciences sociales. Savoir comment, par exemple, les géographes sont passés de la dichotomie géographie physique/géographie humaine à l'éco-géographie, ou comment l'anthropologie - dont le discours scientifique était bien enraciné dans la tradition philologique et culturelle - est devenue plutôt une anthropologie sociale, ne fait que marginalement partie de notre démarche. Nous nous occuperons plus simplement des recherches qui, ayant comme objet empirique le "rural" - dans le sens des sociétés traditionnelles, plus ou moins liées à l'agriculture - ont intégré progressivement le nouveau concept d'environnement dans leur perspective. Nous parlerons surtout des recherches rurales (Cabral, 1986) menées par des agronomes, des forestiers, des géographes, des anthropologues, des sociologues, tout en

essayant de ne pas nous enfermer dans la perspective de ceux qui prennent l'agriculture dans les sociétés paysannes comme référence fondamentale. C'est plutôt l'espace, la nature, les transformations techniques, dans leurs rapports avec l'organisation des sociétés paysannes, qui font l'objet des travaux censés être précurseurs des études environnementales.

On peut dire que la réflexion sociale sur les campagnes a vu le jour, au Portugal, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, avec des ouvrages utilisant des méthodes des sciences sociales modernes appliquées aux questions paysannes<sup>2</sup>.

C'est cependant dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle qu'une école d'études rurales a pris forme à la suite d'ouvrages remarquables écrits par des Français qui avaient alors visité le Portugal<sup>3</sup>. Ces ouvrages, dans la lignée des études menées par Le Play, ont inspiré, dans le cadre de l'École Supérieure d'Agronomie, née en 1911, des centaines de monographies, en partie encore inexplorées, constituant un matériel de réflexion important sur les problématiques régionales et locales. Plusieurs générations d'agronomes et de forestiers se sont alors préoccupées de faire une description dynamique des questions rurales par le biais des sciences sociales : Lima Basto, Azevedo

---

2 - C'est notamment le cas de *Fomento rural e emigração*, 1887 de Oliveira Martins; de *Inquérito agrícola Estudo general a economia rural da 2<sup>a</sup> Região agrícola*, 1889 de Paulo Moraes; aussi de *O problema Agrícola*; 1887 de Basilio Teles, qui a écrit plus tard *A carestia da vida nos campos*, 1904, et de la même époque, de *Através dos campos*, de S. Picão, 2<sup>o</sup> Vol. 1903 et 1947. On peut aussi citer C. da Costa, *Le Portugal au point de vue agricole*, 1900, ou, de ce même auteur, *Notas sobre Portugal*, un ensemble de textes de 1904. D'autres travaux, d'inspiration plutôt géographique et ethnographique sont à retenir: *Coreografia ou memória económica, estatística e topográfica do Reino do Algarve*, 1841 de João B. S. Lopez par exemple. Dans l'oeuvre de A. Silbert, (en particulier, *Le Portugal Méditerranéen à la fin de l'ancien régime*, ed. Sevpén, 1966 (2 vol.) on peut trouver des références d'une grande utilité ainsi que dans la thèse de A. BOURDON, *Bibliographie de l'Histoire de la société au Portugal au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1970.

3 - Il s'agit de Léon Poinard qui publie en 1912 *Portugal ignorado* et de Paul Descamps, auteur de : *Le Portugal - la vie sociale actuelle*, 1935.



Gomes, Henrique de Barros, Castro Caldas, sont des noms à retenir<sup>4</sup>.

On peut dire que l'utilisation de concepts, hypothèses et méthodes des sciences sociales, dans la clarification des problèmes de l'agriculture et des sociétés rurales, a eu au Portugal, à l'image de ce qui s'est passé dans d'autres pays occidentaux et aux Etats-Unis, une origine agronomique (Estácio, 1992).

La nature, essentiellement biologique, de la production agricole et les rapports particulièrement sensibles entre potentialité écologique et structures sociales ont contribué à donner une importance spécifique aux sciences sociales dans l'approche empirique des questions paysannes. Il ne faut pas non plus négliger le fait que, dans les années 50, un ensemble très étendu de monographies sur les communes a été réalisé et qu'une fois que fut fermé en 1936 par le régime de Salazar, le seul département d'Etudes Economiques existant, un certain nombre d'institutions publiques (ou parapubliques) a maintenu une certaine production de textes sur les réalités agricoles et rurales. Cela a peut-être été une sorte de survie pour les sciences sociales agraires dans un contexte très répressif, comme celui du régime corporatif portugais, alors en plein essor. Il ne faut pas oublier, en effet, les conditions de production des sciences sociales, et en particulier de la sociologie à cette époque, reléguée pendant plusieurs années dans une quasi-clandestinité (dans l'enseignement universitaire et dans la vie des institutions). Il a alors été nécessaire qu'une structure privée, le *Centro de Estudos de Economia Agrária da Fundação Calouste Gulbenkian*, prenne en main la destinée des recherches en Economie et Sociologie Rurales. Ce centre de recherches a poursuivi une collaboration étroite avec l'Institut Supérieur

4 - Pour ne citer que quelques-uns de ces ouvrages, voici quelques titres: *A situação económica portuguesa*, 1920 de M. Azevedo Gomes; *Níveis de vida e custo de vida: o caso do operário agrícola português*, 1935 e *Inquérito económico 4e Vol - Alguns aspectos económicos da agricultura em Portugal*, 1936 de E. Lima Bastos; du même auteur avec H. Barros *Inquérito à habitação rural*, 1943; de M. Azevedo Gomes, H. Barros e E. Castro Caldas, 1945.

d'Agronomie pendant les presque 30 années de son existence, non seulement dans le domaine des recherches, mais aussi dans la formation de plusieurs étudiants qui ont eu la possibilité de réaliser, avec le soutien de la Fondation Gulbenkian, plusieurs stages dans des institutions de recherche, même à l'étranger.

Il est intéressant de remarquer que les toutes premières études réalisées au Portugal avec une approche déjà éloignée des études rurales antérieures et orientées par des évaluations éco-énergétiques ont été faites par des chercheurs appartenant, ou ayant été boursiers du C. E. E. A. (Carvalho, 1974 ; Fragata, 1982 ; Pires, 1984). Cependant, il n'y a que très peu d'études qui font appel à une véritable incorporation de variables biologiques ou physiques dans l'analyse économique et sociale. Toutefois, la question est plutôt formulée actuellement au niveau des études agronomiques, et des recherches s'amorcent dans ce domaine<sup>5</sup>.

Une autre sensibilité aux problèmes de la nature et de l'environnement vient de la tradition disciplinaire des forestiers et des paysagistes, encore une fois historiquement liée aux activités de l'Institut Supérieur d'Agronomie<sup>6</sup>.

La tradition forestière de la protection de la nature est aussi fort ancienne. Elle est apparue au 19<sup>ème</sup> siècle (Radich, 1991) avec Andrada e Silva<sup>7</sup>, une des premières références en ce domaine; et c'est à la fin des années 1800 que Barros Gomes, un forestier-géographe, a réussi à établir les premières cartes à caractère écologique du pays. C'est cependant au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle que M. Flores (1943) a écrit ce que l'on peut considérer comme le premier texte utilisant le concept de protection de la nature, d'une façon moderne, inspiré par les

5 - Il faut citer des études actuellement en cours à l'ISA, Departamento de Economia Agrária e Sociologia Rural : *Análise técnico-económica dos sistemas Debesa/Montado*. Projet Luso-Espagnol sous la direction de Pablo Campos (CSIC-Espagne), coordonné au Portugal par M. Belo Moreira; et les études de J. M. Lima Santos sur le maintien des races autochtones et la mise en valeur des parcours de montagne, ou bien, du même auteur, sur le rapport entre ressources naturelles, structures agraires et logiques de fonctionnement des systèmes de production agricoles.

6 - Dans le cadre duquel se fait la formation universitaire dans ce domaine.

7 - "Memoria sobre a nessecidade et utilidade do plantio de novos bosques em Portugal", 1815.

écoles nord-américaines. Un peu plus tard, des auteurs ont publié des études dénotant un sens remarquable des valeurs environnementales (V. Natividade, 1950 ; G. Guerreiro, 1953 ; A. Gomes, 1960 ; B. Neves, 1970). Avec l'installation de la première fabrique industrielle de cellulose (à Caima-Aveiro), dans les années 50, la "tentation" productiviste a gagné beaucoup de forestiers qui ont développé la technologie de production et d'exploitation de l'eucalyptus. Au fur et à mesure que cette espèce envahissait plusieurs centaines d'hectares un peu partout dans le pays, mais spécialement dans les régions centrales et méridionales, et que l'industrie se développait, le débat sur l'impact du reboisement à base d'eucalyptus prenait une dimension nationale, soulevant, vers les années 1980, des passions écologistes. Des discussions acharnées, pour et contre, ont animé le débat scientifique et politique.

M. Alves (1991) prévient que : "le débat sur la culture de l'eucalyptus (...) n'est pas près de sa fin. Et cela parce que tout autour de lui convergent différentes approches strictement techniques, économiques, écologistes, avec le poids de la présence de formations intellectuelles et professionnelles diverses, de plusieurs groupements d'intérêts économiques, sociaux et culturels, de différentes conceptions de la *praxis* du progrès, en elles-mêmes conflictuelles".

La culture de l'eucalyptus est donc un "thème-objet privilégié dans le débat, d'une actualité universelle, qui est celui de l'adéquation des théories du développement économique à la perspective des risques que présente l'utilisation des ressources" (idem). Malgré l'agitation que l'eucalyptus a provoquée dans le monde forestier, celui-ci s'est aussi assigné d'autres objectifs, principalement autour des problèmes de la protection forestière et des usages multiples de la forêt, thèmes qui vont à la rencontre des préoccupations environnementales plus actuelles, dans le cadre d'un développement durable (M. Alves, 1963).

Une autre approche, très marquée par ces préoccupations, est celle des architectes du paysage, une catégorie socioprofessionnelle qui intègre les gens qui se sont le plus

battus<sup>8</sup> pour les questions de l'Aménagement du Territoire et pour l'Environnement ; dans un sens d'ailleurs très moderne, l'idée de "*continuum naturale*" et de "*continuum culturale*" et de leur intégration, présentée par F. Caldeira Cabral (1993), est un cadre de référence très actuel dans la mise en oeuvre des études environnementales. Dans cette ligne, mais plus impliqué dans l'action politique, Ribeiro Telles, autre pionnier de l'environnement et paysagiste, a su transmettre sa ferveur environnementale à beaucoup de disciples.

Parlons maintenant des chercheurs d'une tout autre provenance : les géographes. Par le biais de la géographie humaine, aussi bien que par certains aspects de la géographie physique, ils ont développé des réflexions remarquables par leur portée écologique. Dès le tournant du siècle, les travaux de Barros Gomes - dont nous avons déjà parlé - et de Silva Teles fondent ce qui est peut-être la première synthèse de l'ensemble des diversités écologiques du pays. Ils se sont appuyés sur des enquêtes développées pendant la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle sur la population, la géologie, les forêts, avec la contribution de chercheurs étrangers, notamment français et allemands. Tout au début du siècle, les travaux de H. Lautensach, malgré leur importance, sont restés méconnus jusqu'à ce qu'Orlando Ribeiro leur ait rendu la place qu'ils méritaient. La géographie humaine, à Coimbra avec Amorim Girão (1941), mais surtout à Lisbonne avec Orlando Ribeiro, est devenue la base de rencontre des sciences humaines, notamment de la philologie et de l'ethnologie, dont Leite de Vasconcelos jusqu'aux années 1940, restera le modèle. Les travaux de Girão, par l'importance qu'ils accordaient aux facteurs hydrologiques dans l'explication du paysage, ont beaucoup contribué à la connaissance proto-écologique du pays. Mais c'est vraiment Orlando Ribeiro qui, jusque dans les années 1960, fondera, avec sa géographie humaine à portée synthétique plus élargie, ce qui est peut-être la base la plus nette du savoir écologique au Portugal. Les monographies publiées par plusieurs auteurs dans

8 - Au niveau recherche, mais aussi au niveau de l'action politique. Nous en reparlerons.

le cadre du Congrès de Géographie de 1949 sont, encore aujourd'hui, des documents précieux sur les réalités régionales<sup>9</sup>.

Le rôle fondamental d'Orlando Ribeiro a été de défendre et de rendre opératoire le concept de "milieu" en faisant un concept intégrateur des dimensions physiques et humaines, de la géomorphologie aux caractéristiques culturelles des populations ; tout cela associé à l'effort de lecture et d'interprétation de la diversité des paysages. L'oeuvre d'Orlando Ribeiro est une référence fondamentale quand on pense aux travaux vraiment précurseurs des études environnementales.

Dans le Centre d'Études Géographiques (fondé dans les années 1940) ont été élaborés des travaux de recherche<sup>10</sup> auxquels on doit absolument se référer si on veut réfléchir sur l'environnement<sup>11</sup>.

A partir des années 1970, la présence de géographes dans le domaine de l'aménagement du territoire devient également importante, aussi bien dans le domaine de la production théorique que dans celui de la pratique professionnelle<sup>12</sup>. C'est aussi dans les années 1970 qu'une perspective systémique dans le domaine des études bio-géographiques et environnementales se développe<sup>13</sup> tout en restant une initiative isolée.

L'apport est également important en anthropologie. Le discours scientifique des anthropologues et des ethnologues avait

9 - Citons Mariano Feio, avec son texte *Le Bas- Alentejo et l'Algarve; Le Portugal Central*, de Orlando Ribeiro; le texte *Le Minho, Trás-os-Montes eu Haute Douro*, dont l'auteur est Jorge Dias (réaffirmant une convergence entre les géographes et les anthropologues, qui ne saurait être que soulignée); et encore Virginia Rau et G. Zbyzewsky, *Estremadura et Ribatejo*, Livrets Guides de l'Excursion A, B, C et D, respectivement, Lisbonne, 1949.

10 - Avec des auteurs comme Raquel Soeiro de Brito Henrique Tenreiro, et les disciples plus jeunes de Orlando Ribeiro, comme Carlos Alberto Medeiros et Carminda Cavaco, parmi d'autres.

11 - Pour savoir plus en ce qui concerne l'évolution de la géographie, voir Ilídio Amaral, *Livro-Guia do Curso de Geografia*, CEG, Lisboa, 1973/74 (Pol.); J. Gaspar.- "Portuguese human geography: from origins to recent development", *Progress in Human Geography*, vol. 9, n° 3, 1985.

12 - Associé au développement de la "Nouvelle Géographie" dont la diffusion au Portugal, est surtout due à Jorge Gaspar.

13 - Avec Maria Eugénia Moreira.

d'ailleurs des racines profondes et anciennes dans la tradition intellectuelle portugaise<sup>14</sup>.

Avec l'École romantique et le rassemblement des éléments de la tradition orale portugaise, les paysans se sont vu attribuer le rôle de gardiens des valeurs culturelles du pays. De ce fait, c'est sur le rural que s'inscrivent les travaux pionniers de la recherche ethnographique. Toute cette tradition romantique et naturaliste, souvent même inspirée par le positivisme, a produit des noms tels que Teófilo Braga, Consiglieri Pedroso, Adolfo Coelho et Rocha Peixoto. Leurs travaux éclairent sur la conception des rapports entre les hommes et sur les représentations du monde naturel et les significations qui lui sont attachées, que l'on trouve dans les savoirs populaires : récits et contes populaires, mythologies, rites et célébrations, coutumes, recueillis de la tradition orale, mais aussi sur l'observation de la vie d'une paysannerie qui reste tributaire des modèles de l'ancien régime<sup>15</sup>.

Ces approches se retrouvent dans le syncrétisme classificatoire de Leite de Vasconcelos (1982/1993) qui a aidé à impulser des ethnographies régionales, tout en servant de pilier à la construction philologique-culturelle de l'anthropologie. Après Leite de Vasconcelos - au temps où la géographie et la philologie côtoyaient l'ethnologie -, quelques chercheurs portugais ont approfondi la connaissance des rapports entre le milieu physique, les techniques agraires et les cultures populaires. C'est aux membres du Centre d'Etudes d'Ethnologie : Jorge Dias et aussi Ernesto Veiga de Oliveira, Benjamim Pereira et Fernando Galhano, que l'on doit les travaux qui, de façon plus systématique, et à l'échelle nationale, ont saisi l'importance des

14 - Elles remontent à la période de Pombal. Le récit de voyage de l'allemand Heinrich Ling sur le Portugal à la fin du 17ème siècle est d'ailleurs bien connu.

15 - On se doit de faire référence à un autre domaine des savoirs qui garde au Portugal une dimension importante de la culture rurale et paysanne. Il s'agit de toute la tradition littéraire et artistique qui, depuis le ruralisme naturaliste du 19ème siècle, jusqu'aux écrivains régionalistes du 20ème, a beaucoup contribué à l'affirmation d'une culture, dont le monde rural reste le motif central.

diversités, la profusion des détails et la profonde signification anthropologique des cadres de vie du monde rural<sup>16</sup>.

Si cette approche d'anthropologie culturelle, avec le concept de culture comme paradigme fondamental et les relations sociales (médiatisées par la culture) comme objet privilégié, s'intéressait tout particulièrement au monde rural, l'anthropologie, dans sa dimension la plus naturaliste, représentée par Jorge Dias - qui a comme référence le cadre géographique proposé par Orlando Ribeiro - se réfère aussi essentiellement à la culture matérielle des paysans. J. Dias, considéré comme le principal ouvrier de l'anthropologie du 20<sup>ème</sup> siècle au Portugal, privilégie également le monde rural dans ses monographies centrées sur le communautarisme villageois du nord du pays.

On observe un renouveau des études anthropologiques, annoncé pendant les années 1960 par des chercheurs étrangers<sup>17</sup>; l'attention y est dirigée vers les relations sociales plutôt que vers les rapports entre nature et société - thème qui restera plus volontiers présent dans les recherches d'histoire agraire -. Dans la remarquable poussée de travaux anthropologiques qui a lieu après la révolution de 1974, le point de vue écologique reste également assez secondaire. Il est cependant repérable, en particulier dans les travaux qui portent sur les communautés de montagne (V. Guerreiro, 1981 ; O'Neill, 1984 ; Brito, 1990) On peut affirmer, en tout état de cause, que les travaux d'anthropologie sociale sur les communautés rurales portent leur attention sur l'importance du milieu naturel dans la structuration du système de relations sociales (Bastos, 1993 ; Sobral e Prista, 1993) Cela rend d'autant plus difficile d'évaluer l'importance de l'anthropologie sociale dans la connaissance des questions

16 - Pour une documentation plus complète sur l'évolution de l'anthropologie au Portugal, voir par exemple C. Callier Boisvert "La vie rurale au Portugal: les travaux en langue portugaise", *Études rurales*, n° 27, 1967; aussi E. Veiga de Oliveira et B. Pereira - *Centro de Estudos de Etnologia*, CEE, Ed. dos 40 anos, 1986; J. F. Branco, "Cultura ou Ciência: Da constituição do discurso antropológico à institucionalização da disciplina", in LER, n° 8, 1986; J. Pina Cabral - *Contextos de Antropologia*, Ed. Diffel, Lisboa, 1991.

17 - C. Callier, Boisvert, Joice Riegelhaupt, J. Curtileiro, parmi d'autres.

écologiques ; bien que partout présentes, celles-ci ne sont en effet presque jamais le sujet fondamental. L'ensemble reste, néanmoins, un corpus significatif pour la connaissance approfondie de l'environnement, ce thème ambigu qui cherche sa place au sein des différentes sciences sociales.

En ce qui concerne la sociologie, il convient de dire qu'après le renversement du régime autoritaire en 1974, la sociologie rurale a surtout pris en main la question des classes et des catégories sociales paysannes, des structures agraires, de la Réforme Agraire, des inégalités régionales, des problèmes liés à la pluriactivité et à la transformation technique et culturelle des campagnes sous l'impact de l'industrialisation et de l'urbanisation<sup>18</sup>. Ces thèmes, qui avaient tant tardé à être abordés, ont effacé d'une certaine manière, dans les études sociologiques plus récentes, les problèmes environnementaux. Une "sociologie des questions environnementales" fait actuellement ses premiers pas, soit dans l'enseignement, soit dans la recherche. Les sociologues portugais n'ont pas encore eu le temps d'être des "conseillers du prince" dans le domaine des applications pragmatiques des résultats pratiques de recherche appliqués aux questions environnementales. De ce fait, les sociologues, dans les travaux les plus récents, n'ont apporté qu'une faible contribution à l'étude des rapports entre les conditions de vie des populations rurales, leur milieu biophysique et la pratique des institutions ou le comportement des acteurs sociaux.

Au terme de cette analyse de la production portugaise en sciences sociales sur l'environnement en milieu rural, on peut mettre en évidence trois axes de recherches qui apparaissent actuellement les plus tangibles :

1) Les études sur les sociétés traditionnelles, qui ont animé la préparation d'une série de colloques dans le cadre d'une grande

18 - Nous parlons, sans prétendre épuiser la question, des études de J. Madureira Pinto, de J. Ferreira de Almeida, de M. Villaverde Cabral, de A. de Barros, de A. V. Lima, dans le cadre de l'Instituto de Ciências Sociais ou de l'Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa ISCTE; de A. Barreto, à l'Université Catholique de Lisbonne et de ceux réalisés dans le cadre du Département d'Economie Agraire et de Sociologie Rurale (I.S.A.) par F. Oliveira Batista, J. Castro Caldas et I. Rodrigues.

exposition sur l'agriculture portugaise -*O Voo do Arado*- inaugurée en décembre 1996 ;

2) Les études sur les transformations techniques et socioculturelles, qui sont liées principalement aux impacts économiques et sociaux des politiques formulées dans le cadre de la PAC ;

3) Les études qui traitent les aspects économiques, sociaux et culturels du rural, par la voie des nouvelles questions environnementales.

Dans ce domaine, il faut signaler la récente création (1996) de l'OBSERVA - un observatoire sur l'Environnement, Société et Opinion Publique, dont les objectifs sont, non seulement d'intégrer les différentes approches dont l'environnement est l'objet, mais aussi de procéder à la définition d'objets empiriques destinés à être suivis scientifiquement par l'utilisation de techniques et de méthodes capables d'en saisir les aspects multiples.

## Conclusion

Inscrite dans un cadre régional diversifié, la représentation du rural a considérablement changé dans les dernières décennies au Portugal. Elle pourrait même être découpée en plusieurs notions qui s'interpénètrent et se superposent.

Au niveau des représentations collectives - dans le débat social et politique - le rural, qui était le noyau idéologique dur du régime portugais avant 1974, n'a retrouvé son importance que très récemment, dans le contexte de l'U.E., et surtout dans les années 1990, avec l'essor de nouvelles préoccupations environnementales. Il renvoie en même temps au débat sur les sociétés traditionnelles épisodiquement interrompu dans les temps post-révolutionnaires.

Dissocié à son tour, physiquement de l'agricole et de l'espace, le concept territorial du rural n'a pris un nouvel élan que dans le cadre des formulations environnementales. Il s'impose justement à travers les questions liées à la gestion des aménités naturelles et à l'aménagement du territoire.

Si l'exode rural, dans un premier temps, a contribué à faire partager par certaines générations citadines, issues directement de l'émigration en ville, les valeurs rurales et l'attachement au rural, les nouvelles générations nées en ville sont, elles, probablement acquises aux valeurs et aux comportements urbains. Dans le même temps, le rural lui-même se transforme en s'ouvrant au monde extérieur. Le discours "environnemental" mis en place par les politiciens et le système éducatif et que les mass media transmettent, contribueront-ils à lui redonner un sens, notamment au sein des populations urbaines ?



## Bibliographie

- ALVES, A. M. - "O conceito florestal de uso múltiplo sob uma óptica de desenvolvimento económico", in *Agnos*, 2, 1963.
- ALVES, A. M. - "Um quadro para o debate do eucalipto", in *O Eucalipto e o Equilíbrio dos Agro-Sistemas*, colóquio "O eucalipto: economia e território", 1991.
- ALVES, A. M. - *Recursos Naturais e Limites de Crescimento: Uma Agricultura Sustentável*, Açores, 1991.
- AMARAL, D. F. do - *O Antigo Regime e a Revolução*, Cirenlo de Leitores, Lisboa, 1995.
- AMORIM GIRÃO - *Geografia de Portugal*, Portucalense Ed., Porto, 1941.
- ANDRADA E SILVA - *Memória sobre a necessidade e utilidade do plantio de novos bosques em Portugal*, 1815.
- ARAÚJO, I. de - "A Revolução do Milho vista de uma aldeia do Minho Serrano", in *Histórias e Ideias*, 3-4, Afrontamento, 1979.
- AZEVEDO GOMES, M. - *Monografia do Parque da Pena*, 1960.
- BAETA NEVES, C.M./- *A Natureza e Humanidade em Perigo*, Dir. Ger. Servigos Florestais e Aquícolas, Vol. 1-2-3, 1970-72.
- BAETA NEVES, C. M. L. - "Portugal no Ano Europeu da Conservação da Natureza", in *Ano Europeu da Conservação da Natureza*, DGSFA, 1970.
- BAPTISTA, F.- "Declínio de um Tempo Longo", in *O Voo do Arado*, Museu Nacional de Etnologia, IPM, M. C., Lisboa, 1996; pp 35-77.
- BAPTISTA, F. O. - *Agricultura, Espaço e Sociedade Rural*, Ed. Fora do Texto, Coimbra, 1993.
- BAPTISTA, F. O. - *A Política Agrária do Estado Novo*, Ed. Afrontamento, Porto, 1993.
- BARRETO, A. - *A Situação Social em Portugal, 1960-1995*, ICS, Lisboa, 1996.

- BARROS, A. - *A Reforma Agrária em Portugal - das ocupações de terras à formação das novas unidades de produção*, IGC, CEEA, 1979.
- BASTOS, C. - *Os Montes do Nordeste Algarvio*, Ed. Cosmos, Lisboa, 1993.
- BORGES PIRES, C. - *Energia e agricultura. A cultura do Trigo no Alentejo*, 1984.
- BRITO, J. P. - "O Estado Novo e a aldeia mais portuguesa de Portugal", in *O Fascismo em Portugal*, Actas de Colóquio, Faculdade de Letras, Ed. A Regra do Jogo, Março 1980, Lisboa.
- BRITO, J. P. - *Retrato de Aldeia com Espelho. Ensaio sobre Rio de Onor*, D. Quixote - Portugal de Perto, Lisboa, 1995.
- CALDAS, E. de C. - *A Agricultura Portuguesa através dos tempos*, INIA, Lisboa, 1991.
- CALDAS, E. de C. - *A Agricultura Portuguesa no Limiar da Reforma Agrária*, F. C. G., I. G. C., CEEA, Lisboa, 1978.
- CALDAS, E. de C. - *História da Agricultura Portuguesa*, INIA, 1991.
- CALDEIRA CABRAL, F. - *Fundamentos da arquitectura paisagística*, ICN, Lisboa, 1993.
- CARVALHO, A. - *Necessidades energéticas de trabalhadores rurais e agricultores na sub-região vinícola de Torres*, 1974.
- CORDOVIL, F. C. - "Desenvolvimento Rural e Conservação do Campo", in *Homenagem ao Prof. Carlos Manuel L. Baeta Neves*, ISA, Lisboa, 1995.
- ESTACIO, F. - *História e desenvolvimento da Ciência em Portugal. O caso das Ciências Sociais aplicadas à agricultura*, Lisboa, 1992.
- ESTEVÃO, J. A. - "A florestação dos baldios", in *Análise Social*, vol. XIX, nº 77-78-79, 1983, pp. 1157-1260.
- FERNANDES, J. de A. - "Uma história de Conservação da Natureza em Portugal, 50 anos em duas metades", LPN, 1996.
- FERRÃO, J. - "A Demografia Portuguesa", in *A. Barreto A Situação Social em Portugal, 1960-1995*, ICS, 1996.
- FLORES, F. M. - "A protecção da Natureza" in *Congresso Nacional de Ciências Agrárias*, 1943.
- FRAGATA, A. - *Análise ecoenergética e técnico económica de um eco-sistema agrícola*, 1982.

GOMES GUERREIRO, M. - *A floresta na conservação do solo e da água*, 1953.

KRAUSS, K. W. - "Wir sind nicht die indianer europas: feldforschung, regionale identitat und okologischer diskours am beispiel eines landschafftutgebietes im Sudwesten Portugals", in *Ethnologie Europas*, Kokot und Dracklé, Ed Reimer, Berlim 1996.

LEITE VASCONCELOS, J. - *A Etnografia Portuguesa* (7 vol.s), Ed. Imprensa Nacional, 1993/1982.

LIMA, A. V. - "Velhos e Novos Agricultores em Portugal", in *Análise Social*, nº 111, pp. 335-359.

○ LIMA, A. V. et SCHMIDT, L. - "Questões Ambientais - conhecimentos, preocupações e sensibilidades, in *Análise Social*, vol. XXXI, (135), 1996, pp. 205-227.

LOPES, J. da S. - "Políticas Económicas, 1960/1995", in A. Barreto *A Situação Social em Portugal, 1960-1995*, ICS, 1996.

○ LPN - "Primeiro Inventário das Áreas ou Zonas a proteger em Portugal Continental", in *Conservação da Natureza*, Colectânea de Textos de Publicações da LPN, GEF/MEC, 1980.

LUCENA, M. *A evolução do sistema corporativo português. I - O Salazarismo*, (1976) et *II - O Marcelismo* (1978), Ed. Perspectivas e Realidades, Lisboa.

MANSINHO, M. I. - *Políticas de Crédito Agrícola. Atribuição e recuperação de Fundos. Melhoramentos Agrícolas 1946-79*, Tese de Doutoramento, ISA, Lisboa, 1990.

○ MANSINHO, M. I. et SCHMIDT, L. - "A emergência do ambiente nas ciências sociais: análise de um inventário bibliográfico", in *Análise Social* nº 125 - 126, vol XXIX, 1994, pp 441-481.

MARTINS, M. et GUIMARÃES, R. - "Indústria transformadora" in SILVA, M. (Org.), *Portugal Contemporâneo - problemas e perspectivas*, INA, 1986.

○ MELO, J. et PIMENTA, C. - *Ecologia*, Ed. Difusão Cultural, Lisboa, 1993.

MOREIRA, M. B. - "Portuguese Agriculture and the State: An Outline of the Past 25 Years", in *Towards a New Political Economy of Agriculture*, Westview Press, Oxford, 1991.

O'NEILL, B. - *Proprietários, Lavradores e Jornaleiras*, D. Quixote - Portugal de Perto, Lisboa, 1994.

PATRÍCIO, M. T. et LIMA, A. V. - *Sociological Enquiry into the Conditions Required for the Success of the Supporting Environmental Measures Within the Reform of the Common Agricultural Policy*, EU Programme for Research and Technical Development in the Area of Environment, CIES/ISCTE, Lisboa, 1996.

PINTO, A. S. et al. - *A Agricultura Portuguesa no período de 1950-80*, Imprensa Nacional Casa da Moeda, IED, 1984.

PINTO, J. R. - "Servidões Administrativas relacionadas com a conservação da natureza", in *Informação Florestal*, nº 12, 1996, pp 4-13.

POINARD, M. - "Emigrantes Portugueses: O Regresso" in *Análise Social* nº 77-78-79, 1983, pp 29-56.

POINARD, M. - "Emigrantes Retornados de França: a Reinserção na Sociedade Portuguesa" in *Análise Social* nº 77-78-79, 1983, pp 261-296.

PRISTA, P.- "A Poupança comovida - Emigrantes. Nacionalismo e Reprodução Social", in *Actas do Encontro "A Construção Social do Passado"*, APH, 1992.

PRISTA, P.- *Sítios de Querença - Morfologias e Processos Sociais no Alto Barrocal Algarvio*, ISCTE, 1993 (Tese de doutoramento não publicada).

RADICH, M. C. - "A silvicultura em Portugal", in *Ler História*, 22, 1991.

RADICH, M. C. - *Agronomia no Portugal Oitocentista: uma discreta desordem*, Celta Editora, Lisboa, 1996.

RIBEIRO, O. - "A Revolução do Milho", in Joel Serrão (dir), *Dicionário da História de Portugal*, vol III, Iniciativas Editoriais, 1968.

ROCHA-TRINDADE, M. B. - *Immigrés Portugais*, ISCSPU, 1972

SCHMIDT, L. - "Natura é Formusura", in *Expresso - Revista*, 28/09/96..

SCHMIDT, L. - *O Verde Preto no Branco*, Gradiva, Lisboa, 1993.

- Ø SEDAS NUNES, A. "Portugal, Sociedade Dualista em Evolução", in *Sociologia e Ideologia do Desenvolvimento*, Moraes Ed., 1969.
- SOBRAL, J. M. - *Trajectos. Produção e Reprodução da Sociedade - família, propriedade, estrutura social, numa freguesia rural beirã*, (Tese de Doutoramento) ISCTE, 1993,
- SOROMENHO-MARQUES, V. - "Política de ambiente e desenvolvimento sustentável em Portugal: problemas e perspectivas", in *Regressar a terra*, Ed. Finede Século, Lisboa, 1994.
- VIEGAS GUERREIRO *Piteos das junias - Esboco de monografia etnografica*, S.N.P., Casa da Moeda, Lisboa, 1981.
- VIEIRA, NATIVIDADE - *Subericultura*, 1950.
- VILLANOVA R. de, LEITE C, et RAPOSO I,- *Casas desonhos*, Ed. Salamandra, Lisboa, 1995.
- VILLAVARDE CABRAL, M. - "L'évolution du monde rural au Portugal au 20ème siècle: l'état de la question", in Pasquale Villani (Org.) *Transformazione dell società rurale nei paesi dell Europe Occidentale e Mediterranea*, Ed. Guida Napoli, 1986.

## REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

### L'espace rural en Allemagne - agriculture et protection de la nature

Karl BRUCKMEIER